

Une situation internationale marquée par la crise et les menaces de guerre

Solidarité avec nos collègues grecs et mexicains

Au plan international, nos collègues enseignants sont confrontés aux mêmes attaques anti-sociales, et engagés dans la même résistance contre l'austérité.

Nous renouvelons notamment notre solidarité au peuple grec, à nos collègues enseignants qui se battent contre la suppression de 4 600 nouveaux postes, sacrifiés sur l'autel de la super-austérité.

Nous sommes également solidaires des enseignants mexicains qui, avec leur tendance syndicale, la CNTE, s'opposent à une « réforme » qui leur imposerait une évaluation sur résultats, dont dépendrait leur salaire, leur déroulement de carrière et même leur poste !

Conflit en Syrie

Les menaces d'intervention en Syrie sont inquiétantes.

Nous condamnons la répression barbare dont fait preuve le dictateur Bachar El Assad contre son peuple, et qui a déjà fait plus de 100 000 morts. Désormais, pèse sur lui le terrible soupçon d'avoir utilisé des armes chimiques contre des populations innocentes, même s'il convient d'être prudent et d'attendre les conclusions de la mission d'inspection.

Nous soutenons la lutte du peuple syrien pour la démocratie, sans cacher notre inquiétude quant à la confiscation grandissante de cette lutte par des groupes extrémistes téléguidés par les régimes les plus rétrogrades de la région.

Nous appelons le Président de la République à renoncer à toute participation à une intervention en Syrie. Seule l'ONU est habilitée à décider des conditions dans lesquelles doit être assuré le respect des conventions internationales.

Surtout, ajouter de la guerre à la guerre ne pourrait qu'aggraver la situation. Est-il besoin d'évoquer les précédents de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Lybie, pour qu'on comprenne qu'une intervention déstabiliserait encore plus profondément cette région du monde, et la mènerait à un chaos incontrôlable.

Même si elle est difficile à élaborer, seule une solution politique permettra de mettre un terme aux combats et de dessiner une solution pacifique pour le peuple syrien. La reprise des discussions à l'ONU pour mettre sous contrôle international l'arsenal chimique syrien est une chance qu'il faut saisir sans arrière-pensée.

En Angleterre, l'opinion publique a imposé le rejet du recours à la force. Aux Etats-Unis, le Président se voit contraint de consulter le congrès. Nous demandons instamment au Président de la République de renoncer à son projet, qui ruine l'image de la France et son crédit, et en tout cas, de consulter le Parlement. C'est ce qu'exige l'immense majorité de nos concitoyens.

La situation complexe qui règne en Syrie et au Moyen-Orient, et ses dangers potentiels grandissants, confirment qu'il est plus que jamais urgent de donner au peuple palestinien son Etat dans ses frontières de 1967. Or, Israël multiplie les projets provocateurs de colonisation, il poursuit la construction du mur et sabote la reprise des négociations. La communauté internationale doit cesser de fermer les yeux devant le comportement israélien et imposer, comme elle l'a fait pour d'autres pays, l'application des résolutions de l'ONU.

VOTANTS : 30

POUR : 26

CONTRE : 2

ABST : 2

REFUS DE VOTE : 0

ADOPTÉ